



Déclaration de Genève sur la violence armée et le développement

Bulletin international sur l'intégration de la prévention de la violence armée et sa transformation en stratégies pour le développement

Numéro 7, Juillet 2009

Introduction: Cette publication électronique soutient le processus de la *Déclaration de Genève* sur le lien existant entre la violence armée et le développement. Sur la base des efforts pratiques faits en vue de prévenir et réduire la violence armée dans le monde, elle a pour objectif d'inspirer les gouvernements, les organisations internationales et celles de la société civile et de les encourager à agir. Les initiatives dont il est question ici peuvent contribuer à transmettre des connaissances et des enseignements et à identifier des moyens susceptibles de faire le lien entre les programmes de développement et les stratégies de prévention et de réduction de la violence armée. La Déclaration de Genève, à laquelle adhèrent aujourd'hui 108 Etats de toutes les régions du monde, s'engage à traduire ses objectifs dans des actions concrètes, fondées sur les trois piliers de son programme: "**Plaidoyer**", "**Quantification et recherche**", et "**Etablissement de programmes**".

Pour de plus amples informations sur la *Déclaration de Genève* et ses activités, voir le site: www.genevadeclaration.org .

A la mémoire de nos collègues disparus dans un crash aérien

Nos collègues et amis Ronald Dreyer, Pablo Dreyfus et sa femme Ana Carolina se trouvaient à bord du vol d'Air France AF 447 qui a péri au-dessus de l'Atlantique sud le lundi 1^{er} juin 2009. Ils étaient au nombre des 228 passagers et membres d'équipage de cet avion qui reliait Rio de Janeiro à Paris.

Ronald Dreyer avait commencé sa carrière en tant que délégué du Comité international de la Croix-Rouge (CICR). Il participa aussi à des missions des Nations Unies au Salvador, au Mozambique, en Azerbaïdjan, au Kosovo, en Angola et ailleurs encore. En 2006, Ronald a rejoint le Secrétariat de la Déclaration de Genève en tant que coordinateur, basé à Genève. Il coopérait avec la Mission permanente de la Suisse auprès des Nations Unies et avec le Small Arms Survey. Il laisse le souvenir d'un homme passionnément consacré à la question de la violence armée et du développement. Il a contribué à mobiliser l'appui de plus de 100 pays en faveur de cette cause. Ce qu'il était et

ce qu'il a fait, mais avant tout ses dispositions chaleureuses et sa bonne humeur laissent un grand vide auprès de celles et ceux qui l'ont connu.

Pablo Dreyfus, qui voyageait avec sa femme Ana Carolina Rodrigues, a œuvré sans relâche avec Viva Rio et avec les autorités brésiliennes pour endiguer le flux d'armes et de munitions qui alimente la guerre des gangs de la drogue dans les *favelas* de Rio. Il était un spécialiste renommé dans le domaine de la violence armée et du trafic des armes et de la drogue, ainsi que des mesures visant à les combattre. Ses travaux avaient revêtu une importance décisive dans la campagne menée en faveur de la nouvelle loi brésilienne sur les armes à feu, ainsi que pour la création de la Commission permanente du Congrès brésilien sur le trafic des armes. Pablo était un collègue généreux, bien informé et agréable. Ana Carolina travaillait également dans le cadre de Viva Rio; elle était coordinatrice du projet Enfants dans la violence armée organisée, et tous ceux qui la connaissaient la tenaient en haute estime.

Le Secrétariat de la Déclaration de Genève exprime ses condoléances aux familles et aux proches de Ronald, de Pablo et d'Ana Carolina. Nous pensées les accompagnent dans ces temps difficiles.

Dans ce numéro

Plaidoyer:

Les avis des gouvernements et des ONG envoyés au Secrétaire général de l'ONU pour servir de base à un rapport de l'ONU

Programmes:

Au niveau international: 4ème réunion sur les grandes étapes de la campagne mondiale pour la prévention de la violence

Rwanda: faire le lien entre le développement et le contrôle des armes

Kenya: Initiative sur les armes légères et la construction de la paix

Irak: Séminaires au niveau communautaire sur la violence armée et la construction de la paix

Inde: Engagements contre la violence armée

Cameroun: Formation à la recherche

Quantification et recherche:

Amérique centrale: Repenser les méthodes visant à réduire la violence des gangs

Brésil: Selon les chercheurs, l'inégalité engendre la violence

Timor-Leste: Réexaminer le problème de la violence des gangs et celle des élections

On demande des études sur le lien entre les conflits violents et la santé

Publications:

Recueil international de pratiques en prévention de la criminalité

Linking Mine Action and Development Series

Plaidoyer

A ce jour, la Déclaration de Genève a été adoptée officiellement par 108 pays, le Luxembourg étant le plus récent à y adhérer. En adhérant à la Déclaration de Genève, les Etats doivent s'engager à mettre tout en œuvre pour aboutir, à l'horizon 2015 à une réduction quantifiable de la violence armée. L'adhésion signifie aussi que les Etats doivent faire preuve de transparence et d'ouverture en ce qui concerne la nature et la gravité de la violence armée sur leur territoire.

Les gouvernements sont invités à faire parvenir jusqu'au 31 mai au Secrétaire général des Nations Unies (SG) leur avis sur la relation entre la violence armée et le développement. Ainsi que nous l'avons signalé dans les précédents numéros du Bulletin de la DG, la Résolution A/RES/63/23 de l'Assemblée générale des Nations Unies invite les Etats membres de l'ONU à fournir au SG leurs avis et autres informations relatives aux liens existant entre la violence armée et le développement. Le délai était fixé au 31 mai 2009, mais les Etats peuvent encore envoyer leurs avis. A ce jour, une trentaine de gouvernements ont soumis des rapports et autres documents et d'autres sont en train de préparer de tels documents. L'ONU prépare un projet de rapport du Secrétaire général qui doit être publié dans le courant de cette année.

Dès le début de 2009, le Groupe pilote de la DG a collecté un vaste éventail de réactions des gouvernements. Des organisations de la société civile du monde entier ont également invité leurs gouvernements à fournir leur avis à l'ONU. Actuellement, plus de 50 gouvernements ont été contactés à cet effet. De même trois groupes d'organisations de la société civile ont soumis leur propre avis.

Cette mobilisation illustre de manière importante que les ONG actives dans les domaines de la prévention des conflits, de la construction de la paix, du contrôle des armes et du désarmement peuvent contribuer à la sensibilisation et aux politiques de développement, aux côtés des gouvernements et de l'ensemble du système des Nations Unies.

Actuellement, un nombre croissant d'ONG ont acquis une expérience pratique des programmes sur la violence armée et le développement, ce qui devrait se révéler utile dans la croissance de ce mouvement. Mais des failles critiques subsistent aussi. Il importe que les ONG travaillant pour le développement, aux niveaux international et national, contribuent aussi à encourager les gouvernements et autres partenaires à prendre au sérieux la prévention et la réduction de la violence armée. Leur voix doit se joindre au chœur qui prend de plus en plus d'ampleur. Pour la liste des réactions des gouvernements, voir:

http://www.un.org/disarmament/convarms/SALW/Html/Armed_Violence-MSViews.shtml

Les rapports de la société civile se trouvent à l'adresse suivante:

http://www.un.org/disarmament/convarms/SALW/Html/Armed_Violence-NGOViews.shtml

Programmes

Le processus de la Déclaration de Genève invite tous les Etats membres des Nations Unies ainsi que les ONG à adopter des méthodes proactives et globales de prévention et de réduction de la violence armée sur le terrain. Heureusement, des milliers d'initiatives visant à réduire la violence sont actuellement en cours dans le monde. Nombre d'entre elles s'inspirent de perspectives liées au développement pour combattre la violence. Le choix que nous offrons ci-après ne présente qu'une esquisse de ce qui se fait chaque jour dans les communautés touchées.

Pour encourager la formation et améliorer la pratique, le Groupe pilote de la Déclaration de Genève aide un certain nombre de "pays-cibles" à projeter, planifier, mettre en œuvre et évaluer leurs activités visant à la réduction de la violence. En particulier, le Guatemala, le Burundi, Timor-Leste et d'autres pays reçoivent à cet effet le soutien de gouvernements donateurs et du Programme des Nations Unies pour le développement. On trouvera des informations à ce sujet à l'adresse:

www.genevadeclaration.org.

Au niveau international: 4ème réunion sur les grandes étapes de la campagne mondiale pour la prévention de la violence. Cette réunion aura lieu les 17 et 18 septembre au siège de l'OMS à Genève (Suisse). Le thème en est "Renforcer la prévention de la violence au niveau mondial." Cette réunion aura pour objet de planifier un accroissement important de l'action, du soutien politique et des financements en faveur de la prévention de la violence au niveau mondial. Elle rassemblera des représentants d'agences officielles d'aide au développement, d'autres agences des Nations Unies et de grandes ONG afin de trouver des moyens d'augmenter le soutien à la prévention de la violence. En conclusion, elle publiera une déclaration concernant les prochaines étapes de la prévention de la violence. Des ministres de la santé et d'autres secteurs interviendront en tant qu'orateurs principaux et feront des exposés. Pour plus d'informations sur la campagne, voir:

http://www.who.int/violence_injury_prevention/fr/

et sur le réseau international, voir: <http://www.who.int/violenceprevention/fr/index.html>

Rwanda: Faire le lien entre le développement et contrôle des armes. Un exercice d'inspection des armes à feu a été réalisé par le gouvernement du Rwanda dans les régions du pays touchées par les soi-disant insurgés et les crimes liés aux armes à feu. Le maintien de l'ordre au niveau local et les exercices de sensibilisation sont en cours dans les mêmes régions. Grâce à ces exercices, les citoyens sont encouragés à livrer volontairement les armes détenues illégalement. On les informe sur la nécessité de participer activement au développement du pays et à des programmes sociaux, en particulier à ceux qui visent, dans les collectivités touchées, à la réduction de la pauvreté et à la promotion de la santé (appelés localement *mutuelles de santé*). Il se fait aussi une promotion d'activités génératrices de revenus, puisque la violence armée fait obstacle au développement durable et le ralentit, et que la pauvreté accroît le potentiel de violence armée (*RECSA Member States Updates, June 2009*).

Kenya: Initiative Armes légères et construction de la paix. Les ONG Peacenet-Kenya et Saferworld-UK ont organisé à Nairobi une formation, avec la Commission nationale sur le désarmement et d'autres fonctionnaires gouvernementaux. Cette rencontre avait pour but de passer en revue les progrès réalisés en matière de contrôle des armes légères, de réduction de la violence armée et de politiques de construction de la paix. A la lumière des violences récentes survenues à la suite des élections, de telles initiatives s'efforcent d'aider à maintenir la stabilité au Kenya et d'œuvrer en vue d'une paix durable dans le pays. Les ateliers n'ont pas seulement été des espaces de parole. Les participants ont proposé des changements décisifs des politiques nationales et se sont mis d'accord sur un calendrier pour les présenter au Cabinet du Kenya. La politique concernant les armes légères, par exemple, passera par une étape finale de validation avant d'être mise en œuvre, ce qui, comme on l'espère, aura lieu à la fin de juin 2009. (*Peacenet-Kenya*).

Irak: séminaires au niveau communautaire sur la violence armée et la construction de la paix. Des personnes de toutes les tendances de la société irakienne ont participé en 2009 à des séminaires sur la violence armée que l'Organisation irakienne pour la réhabilitation de la société et de l'environnement a organisés à Kerbela, en Irak central. Le 17 juin par exemple, on comptait au nombre des participants des cheiks et d'autres responsables communautaires qui ont accepté de travailler à la réduction de la violence des armes à feu. Le 21 juin, c'étaient le Peace Corps et d'autres groupes issus des ONG qui prenaient part à l'un de ces séminaires, et le 23 juin, des universitaires. Les participants à ces séminaires se sont engagés à créer à Kerbela un forum pour la construction de la paix qui va élaborer des projets visant à réduire l'offre et la demande d'armes légères et prier instamment le gouvernement de soutenir le projet de traité sur le commerce des armes. http://www.iansa.org/campaigns_events/WoA2009/mena.htm#Ira

Inde: Engagements contre la violence armée. L'Institut de développement rural et de formation des jeunes (Rural Development and Youth Training Institute - RDYTI) a continué, en juin 2009, à organiser des rassemblements contre la violence armée et l'abus des armes à feu dans les villages de Mandargar, Jaspura et Damodarpura dans le district de Kota, au Rajasthan. Plus de 600 personnes ont fait le serment de ne pas utiliser d'armes à feu ni d'autres armes dans leurs villages. Pour faire passer le message auprès des jeunes – qui sont bien souvent les auteurs et les victimes de la violence, le RDYTI a également fait venir des spectacles de marionnettes, des représentations théâtrales, organisé des ateliers, des assemblées de village et des camps pour la formation de jeunes responsables. http://www.iansa.org/campaigns_events/WoA2009/Asia.htm

Cameroun: formation à la recherche. Le Cameroun est en proie à une augmentation de la violence armée et du pillage, en particulier de la part des "coupeurs de routes" de sinistre réputation, qui sont des bandits de grands chemins. Mais il existe aussi d'autres formes de violence, moins visibles, notamment la violence domestique. Du 14 au 18 juin 2009, l'organisation Women in Alternative Action (WAA) Cameroun a organisé une session de formation pour jeunes, centrée sur la recherche et les techniques de surveillance des ménages permettant de faire la lumière sur la violence domestique. Cette formation comprend des conseils sur les manières d'approcher les autorités à propos de

sujets délicats, notamment ceux qui concernent les armes légères. Les participants au cours ont utilisé des questionnaires pour pouvoir étudier les effets des armes à feu sur les femmes et pour expliquer la campagne "Désarmer la violence domestique" de IANSA. http://www.iansa.org/campaigns_events/WoA2009/Africa.htm

Quantification et recherche:

Un plaidoyer solide et un bon établissement de programmes reposent sur des preuves bien fondées. De bonnes preuves, à leur tour, dépendent d'une recherche sérieuse. Le processus de la Déclaration de Genève soutient la recherche aux niveaux national et local, afin de pouvoir intervenir en toute connaissance de cause, mais aussi pour promouvoir la prise de conscience quant aux risques et aux dangers qu'entraînent la violence armée et le sous-développement.

Les faits qui suivent sont des exemples de recherches innovatrices et pionnières qui ont éclairé les liens existant entre la violence armée et le développement. Il existe des centaines de rapports et d'évaluations émanant des milieux du développement et de l'aide humanitaire sur la manière dont la violence armée ébranle la sécurité et le bien-être humains.

Amérique centrale: Repenser les méthodes visant à réduire la violence des gangs.

Les méthodes conventionnelles que certains pays d'Amérique centrale ont adoptées pour réduire la violence des gangs sont souvent autoritaires et coercitives. Elles font habituellement intervenir la police et même des éléments de l'armée et répriment la délinquance par des condamnations sévères et des peines de prison. Une étude récente du Small Arms Survey examine les faiblesses de cette approche au moyen d'exemples du Guatemala, d'El Salvador, du Nicaragua, du Honduras, du Mexique et des Etats Unis. Elle montre combien les politiques dites Mano Dura peuvent radicaliser les gangs et rendre la violence plus dangereuse. Cette étude met aussi en lumière le fait que des politiques plus axées sur le développement, menées par les institutions locales tant publiques que non-gouvernementales, ont des résultats durables.

http://www.smallarmssurvey.org/files/sas/publications/o_papers_pdf/2009-OP23-Gangs-Central-America.pdf

Brésil: Des chercheurs déclarent que l'inégalité sociale et économique engendre la violence. L'inégalité sociale et économique semble être le facteur principal expliquant le taux galopant de la violence au Brésil, si l'on en croit des études récentes. Malgré des dépenses importantes, les politiques de lutte contre la criminalité mises en place au cours des dernières décennies se sont révélées inefficaces. Aujourd'hui, des spécialistes de la sécurité publique proposent d'intégrer explicitement aux modèles de sécurité des stratégies de développement économique adaptées avec discernement aux circonstances. Cette position a été discutée dans le cadre du Troisième forum annuel brésilien de la sécurité qui se tenait à Vitória, Etat d'Espirito Santo, lors d'une table-ronde à laquelle participaient plusieurs experts brésiliens. Selon l'universitaire Rodrigo Soares, le crime,

au Brésil, est déterminé par les conditions sociales et économiques ainsi que les politiques de sécurité: " Au Brésil, les conditions sociales et économiques favorisent le crime, alors que les mesures de lutte contre le crime sont faibles". Il ajoute que l'inégalité diminue la cohésion sociale et engendre des troubles sein des groupes victimes de privations.

<http://www.comunidadese segura.org/en/STORY-cost-of-violence>

Timor-Leste: Réexaminer le problème de la violence des gangs et de celle des élections. Bien que Timor-Leste ait revendiqué et obtenu son indépendance il y a dix ans, les perspectives de développement de ce jeune pays continuent à connaître des retards en raison de l'instabilité et de la violence armée. Timor-Leste Armed Violence Assessment (Evaluation de la violence armée au Timor-Leste - TLAVA), projet de l'organisation Auscare/ActionAid et du Small Arms Survey, a publié deux dossiers qui mettent en lumière les manifestations de la violence armée dans le pays. Ces dossiers démontrent que plus de 90 000 jeunes sont membres de bandes (dans un pays dont la population compte moins d'un million d'habitants), et qu'une série de mesures innovantes ont fait leur apparition en vue lutter contre la propagation de ces bandes. Simultanément, ces dossiers observent également de quelle manière sept processus électoraux ont été soit vulnérables face à la violence, soit ont su y résister. Ils étudient les moyens par lesquels les agences de développement peuvent anticiper ce type de violence et empêcher qu'elle ne se reproduise à l'avenir. www.timorlesteviolence.org

On demande des études sur le lien entre les conflits violents et la santé. Les rédacteurs de la revue *The Lancet* observent que le secteur de la santé publique joue un rôle déterminant dans le domaine de la prévention de la violence et celui des processus de réconciliation. Selon les auteurs, le domaine de la santé et les conflits violents sont en forte interaction, comme par exemple à propos des questions concernant la santé et les causes profondes des conflits violents, leurs conséquences sur la santé, et le rôle que peut jouer le secteur de la santé publique avant, pendant et après un conflit violent. Un numéro spécial du *Lancet* sur la santé et les conflits violents paraîtra à l'occasion de "Global Response 2010", conférence internationale sur les conflits violents et la santé dans le contexte de la mondialisation. La revue invite à lui envoyer pour ce numéro spécial des articles fondés sur des témoignages émanant des milieux de l'aide, de l'action et de la documentation humanitaires dans les conflits violents et en général sur le rôle des travailleurs de la santé avant, pendant et après de tels conflits. Les articles doivent parvenir à la rédaction avant le 3 août 2009. Contact: Rhona MacDonald, Richard Horton, The Lancet, London NW1 7BY, UK.

[http://www.thelancet.com/journals/lancet/article/PIIS0140-6736\(09\)60964-8/fulltext](http://www.thelancet.com/journals/lancet/article/PIIS0140-6736(09)60964-8/fulltext)

Publications:

Recueil international de pratiques en prévention de la criminalité. Ce recueil très utile a été publié en 2008 par le Centre international pour la prévention de la criminalité. Elle présente des pratiques de prévention de la criminalité et de sécurité quotidienne en Amérique du Nord, en Europe, en Afrique, en Amérique latine, dans les Caraïbes, en

Océanie et en Asie du Sud. Il offre aussi des exemples concrets illustrant ce que les gouvernements, la police et les partenaires au sein des collectivités peuvent faire concrètement pour réduire et prévenir la criminalité et la victimisation et pour créer et améliorer la sécurité. Ce recueil comporte cinq grands thèmes: sécurité quotidienne, jeunes en péril, bandes de jeunes, sécurité communautaire et peuples autochtones, partenariats entre la police et la collectivité pour la prévention de la criminalité. Un grand nombre des pratiques décrites s'inscrivent dans une approche intégrée qui prend en compte divers facteurs de risque associés à la criminalité et à la victimisation. Le recueil est disponible en version anglaise, française et espagnole. A télécharger à l'adresse: <http://www.crime-prevention-intl.org/index.php?language=FRANCAIS>

Série *Linking Mine Action and Development*. Le Centre international de déminage humanitaire – Genève (CIDHG) a publié une série de Lignes directrices à l'intention des praticiens sur le lien à établir entre l'action contre les mines et le développement. Les mines antipersonnel et autres vestiges des conflits ont souvent un impact sur les vies et les moyens d'existence bien longtemps après la fin du conflit. Mais souvent, les programmes d'action contre les mines ne sont pas mis en lien assez tôt et assez vigoureusement avec les acteurs décisifs du développement. Pour remédier à cela, le Centre international de déminage humanitaire – Genève, a publié des lignes directrices pour faire en sorte que l'action contre les mines favorise le développement dans les pays touchés par le problème des mines. Il s'agit d'une série de quatre publications:

- *Linking Mine Action and Development - Humanitarian and Development NGOs;*
- *Linking Mine Action and Development - Mine Action Centre;*
- *Linking Mine Action and Development - Official Development Cooperation Agencies;*

and

- *Guidelines for Mine Affected States and the Guidelines for Mine/ERW Operators.*

Voir: <http://www.gichd.org/gichd-publications/listed-by-subject/#c2709>

Consultez aussi: www.genevadeclaration.org/resources.html

Faites-nous connaître votre avis

Pour plus d'informations:

Souhaitez-vous faire part d'informations sur des activités en cours dans votre pays et signaler des publications qui traitent de l'interface entre la prévention et la réduction de la violence armée et le développement? Si vous connaissez des projets couronnés de succès, passés ou en cours, dont vous pensez qu'ils pourraient être utiles, partagez-les avec nos lecteurs. Pour prendre contact avec la rédaction, envoyez un e-mail à l'adresse: newsletter@genevadeclaration.org

Ce bulletin est publié et diffusé par le Bureau Quaker auprès des Nations Unies (QUNO) à Genève; il cherche à sensibiliser ses lecteurs aux questions et aux programmes liés au développement et à la violence armée et à accroître l'engagement en faveur du processus de la Déclaration de Genève.

QUNO a été chargé par le groupe des Etats adhérant à la DG d'informer la société civile sur le processus de la Déclaration de Genève.